



INTERNATIONAL INSTITUTE FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW
INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE

**Convention relative aux garanties
internationales portant sur des matériels
d'équipement mobiles**

**Protocole portant sur les questions
spécifiques aux matériels d'équipement
aéronautiques à la Convention relative aux
garanties internationales portant sur des
matériels d'équipement mobiles**

UNIDROIT 2014
DC9/DEP – Doc. 11
Original: anglais / français
août 2014

RAPPORT DU DEPOSITAIRE

1 janvier 2012 – 31 décembre 2013

Introduction

1. La Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (la Convention) et le Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (le Protocole aéronautique) ont tous deux été ouverts à la signature le 16 novembre 2001 à la conclusion de la Conférence diplomatique tenue sous les auspices conjoints de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). La Convention telle qu'elle s'applique aux biens aéronautiques, et le Protocole aéronautique, sont entrés en vigueur le 1er mars 2006.

2. S'agissant de financement basé sur un actif, les risques et les coûts globaux des opérations sont fonction de la capacité du créancier, en cas de défaillance du débiteur, d'accéder rapidement au bien constituant la garantie. Lorsque les règles nationales en matière de reconnaissance et de mise en œuvre des garanties posent des entraves à un accès rapide, ou sont divergentes sur le fond, le risque (ou la perception du risque) encouru augmente pour le créancier, notamment si, comme c'est le cas pour les biens aéronautiques, le bien transite d'un pays à l'autre et se trouve soumis à ces règles nationales au moment où intervient la défaillance. Les coûts du financement tendent à augmenter en raison des risques accrus. La Convention traite cette question en établissant un cadre juridique international pour la constitution, la reconnaissance, l'inscription et la mise en œuvre des "garanties internationales" portant sur le matériel d'équipement mobile de grande valeur¹. Le Protocole aéronautique détermine l'application de la Convention pour ce qui est des biens aéronautiques (les cellules d'aéronefs, les moteurs d'avion et les hélicoptères), et adapte le fonctionnement de la Convention au regard des particularités des opérations portant sur ces types de biens.

Fondements du rapport

3. Le présent rapport a été préparé par UNIDROIT, en sa qualité de Dépositaire de la Convention et du Protocole aéronautique, conformément à l'article 61(1) de la Convention² et à l'article XXXVI(1) du Protocole aéronautique³.

La période de référence

4. Le présent rapport concerne la Convention ainsi que le Protocole aéronautique pour la période allant du 1 janvier 2012 au 31 décembre 2013 (la Période de référence).

¹ L'article 2(3) de la Convention précise trois catégories de matériels de grande valeur: a) les cellules d'aéronefs, les moteurs d'avion et les hélicoptères; b) le matériel roulant ferroviaire; et c) les biens spatiaux. L'article 51 de la Convention prévoit que le Dépositaire peut constituer des groupes de travail pour déterminer s'il est possible d'étendre l'application de la Convention, par un ou plusieurs Protocoles, à des biens relevant de toute catégorie de matériels d'équipement mobiles de grande valeur.

² L'article 61(1) de la Convention dispose: "Le Dépositaire prépare chaque année ou à tout autre intervalle pertinent, des rapports à l'intention des Etats parties concernant la manière dont fonctionne dans la pratique le régime international établi dans la présente Convention. En préparant de tels rapports, le Dépositaire tient compte des rapports de l'Autorité de surveillance concernant le fonctionnement du système international d'inscription."

³ L'Article XXXVI(1) du Protocole aéronautique dispose: "Le Dépositaire, en consultation avec l'Autorité de surveillance, prépare chaque année ou à tout autre intervalle pertinent, des rapports à l'intention des Etats parties concernant la manière dont fonctionne dans la pratique le régime international établi dans la Convention telle qu'amendée par le présent Protocole. En préparant de tels rapports, le Dépositaire tient compte des rapports de l'Autorité de surveillance concernant le fonctionnement du système international d'inscription."

Activité du Dépositaire pendant la Période de référence

5. Au commencement de la Période de référence, la Convention comptait 49 Etats contractants (plus une organisation régionale d'intégration économique) et le Protocole aéronautique en comptait 43 (plus une organisation régionale d'intégration économique). Bien que l'article XXVI(5) du Protocole aéronautique indique qu'un Etat ne peut devenir Partie au Protocole sans être ou devenir Partie à la Convention, un Etat peut devenir Partie à la Convention sans être également Partie au Protocole. Toutefois, la Convention est un instrument cadre et ses dispositions, dans la mesure où elles portent sur des biens, ne peuvent fonctionner indépendamment d'un Protocole et, par conséquent, un Etat contractant à la Convention qui n'est pas aussi Partie au Protocole ne pourra bénéficier que des quelques dispositions de la Convention qui ne portent pas sur des biens (par exemple l'article 47 qui traite de la signature et ratification, l'article 62 qui traite du Dépositaire et de ses fonctions).

6. Au cours de la Période de référence, neuf Etats sont devenus Parties à la Convention, portant le nombre total d'Etats contractants à la fin de la Période de référence à 58. Au cours de la même période, neuf Etats sont devenus Parties au Protocole aéronautique, portant le nombre total d'Etats contractants à la fin de la Période de référence à 52.

7. L'Annexe 1 montre l'état d'acceptation de la Convention et du Protocole aéronautique à *la conclusion de la Période de référence*, avec les précisions nécessaires concernant les signatures, ratifications, adhésions, déclarations, et dates d'entrée en vigueur.

8. Le Secrétaire Général adjoint d'UNIDROIT, le Prof. Anna Veneziano, a participé aux deux premières conférences organisées par le **Projet académique relatif à la Convention du Cap** à Oxford les 5 et 6 septembre 2012 et les 10 et 11 septembre 2013. La prochaine conférence se tiendra à Oxford les 9 et 10 septembre 2014. Le projet a été mis en place par les facultés de droit de l'Université d'Oxford et de l'Université de Washington. Le Projet académique relatif à la Convention du Cap a pour but de faciliter l'étude et l'évaluation sur le plan académique de ladite Convention en vue de renforcer la compréhension et la mise en œuvre effective du traité et de progresser dans la réalisation de ses objectifs. Le Groupe de travail aéronautique est le parrain fondateur du projet. Un accès électronique à une base de données numérisée et consultable de l'ensemble des documents et matériels, une revue, des conférences, du matériel pédagogique, ou encore une évaluation juridique et économique, font partie des activités proposées pour ce projet, toutes liées à la Convention du Cap (et à tous ses Protocoles). Deux éléments (la base de données et la revue) sont entrepris sous les auspices conjoints d'UNIDROIT et du Projet.

Fonctionnement dans la pratique de la Convention et du Protocole aéronautique durant la Période de référence

9. En janvier 2014 le Dépositaire a informé les Etats contractants à la Convention et au Protocole aéronautique qu'il souhaitait recevoir des informations et des commentaires de leur part sur la façon dont le régime international institué par la Convention et le Protocole aéronautique fonctionnait dans la pratique. Le Gouvernement de la République d'Indonésie et le Gouvernement de la République de Singapour ont communiqué des informations qui figurent en Annexe 2 au présent rapport.

10. Le Dépositaire n'a pas connaissance que l'application de la Convention ou du Protocole aéronautique ait donné lieu à des décisions de cours ou tribunaux durant la Période de référence.

Conférences d'évaluation

11. L'article 61(2) de la Convention et l'Article XXXVI(2) du Protocole aéronautique prévoient que des Conférences d'évaluation pourront être organisées à la demande d'au moins vingt-cinq pour cent des Etats parties. Durant la Période de référence, le Dépositaire n'a reçu aucune demande visant à l'organisation d'une telle Conférence conformément à l'article 61(2) de la Convention et l'Article XXXVI(2) du Protocole aéronautique.

ANNEXE 1

**CONVENTION ON INTERNATIONAL INTERESTS IN MOBILE EQUIPMENT
CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES
PORTANT SUR DES MATERIELS D'EQUIPEMENT MOBILES**

Adoption:		Place: Cape Town / <i>Lieu</i> : Le Cap Date: 16.11.2001		
Entry into force / <i>Entrée en vigueur</i>:		Date: 01.03.2006 (ex Art. 49(1))		
STATE / ETAT	SIGNATURE	RATIFICATION (RT) ACCEPTANCE / ACCEPTATION (AC) APPROVAL / APPROBATION (AP) ACCESSION / ADHESION (AS)	DECLARATIONS	ENTRY INTO FORCE / ENTREE EN VIGUEUR
Afghanistan		25.07.2006 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.11.2006
Albania / <i>Albanie</i>		30.10.2007 (AS)	39(1)(a)-(b), 54(2)	01.02.2008
Angola		30.04.2006 (AS)	39(1)(a), 40, 54(2)	01.08.2006
Bahrain / <i>Bahreïn</i>		27.11.2012(AS)	39(1)(a)-(b), 40, 54(2)	01.03.2013
Bangladesh		15.12.2008 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.04.2009
Belarus / <i>Bélarus</i>		28.06.2011 (AS)	54(2)	01.10.2011
Brazil / <i>Brésil</i>		30.11.2011 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 53, 54(2)	01.03.2012
Burundi	16.11.2001			
Cameroon / <i>Cameroun</i>		19.04.2011 (AS)	39(1)(a), 40, 52, 53, 54(2)	01.08.2011
Canada	31.03.2004	21.12.2012 (RT)	39(1)(a)-(b), 39(4), 52 *, 53 *, 54(2), 60	
Alberta				01.04.2013
British Columbia / <i>Colombie-Britannique</i>				01.04.2013
Manitoba				01.04.2013
Newfoundland and Labrador / <i>Terre-Neuve-et-Labrador</i>				01.04.2013
Northwest Territories / <i>Territoires du Nord-Ouest</i>				01.04.2013
Nova Scotia / <i>Nouvelle-Écosse</i>				01.04.2013
Nunavut				01.04.2013
Ontario				01.04.2013
Prince Edward Island / <i>Ile-du-Prince-Edouard</i>				01.10.2014
Quebec / <i>Québec</i>				01.04.2013
Saskatchewan				01.04.2013
Yukon				01.10.2014
Cape Verde / <i>Cap-Vert</i>		26.09.2007 (AS)	39(1)(a), 40, 53, 54(2)	01.01.2008

Chile / <i>Chili</i>	16.11.2001			
China / <i>Chine</i>	16.11.2001	03.02.2009 (RT)	39(1)(a)-(b), 39(4), 40, 50, 53, 54(1), 54(2), 55	01.06.2009
Colombia / <i>Colombie</i>		19.02.2007 (AS)	39(1)(a), 54(2)	01.06.2007
Congo	16.11.2001	25.01.2013 (AC)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.05.2013
Costa Rica		26.08.2011 (AS)	53	01.12.2011 ¹
Cuba	16.11.2001	28.01.2009 (RT)	54(2)	01.05.2009
Ethiopia / <i>Ethiopie</i>	16.11.2001	21.11.2003 (RT)	39(1)(a), 40, 54(2)	01.03.2006
Fiji / <i>Fidji</i>		05.09.2011 (AS)	54(2) *	01.01.2012
France	16.11.2001			
Gabon		16.04.2010 (AS)		01.08.2010 ¹
Germany / <i>Allemagne</i>	17.09.2002 with decl.			
Ghana	16.11.2001			
India / <i>Inde</i>		31.03.2008 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.07.2008
Indonesia / <i>Indonésie</i>		16.03.2007 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.07.2007
Ireland / <i>Irlande</i>		29.07.2005 (AS)	39(1)(a)-(b), 54(2)	01.03.2006
Italy / <i>Italie</i>	06.12.2001			
Jamaica / <i>Jamaïque</i>	16.11.2001			
Jordan / <i>Jordanie</i>	16.11.2001	31.08.2010 (RT)	39(1)(a), 54(2)	01.12.2010
Kazakhstan		21.01.2009 (AS)	39(1)(a)*-(b)* 39(4)*, 40*, 53*, 54(2)*	01.05.2009
Kenya	16.11.2001	13.10.2006 (RT)	39(1)(a)*-(b), 40, 53, 54(2)	01.02.2007
Kuwait / <i>Koweït</i>		31.10.2013 (AS)	54(2)	01.02.2014
Latvia / <i>Lettonie</i>		08.02.2011 (AS)	54(2)	01.06.2011
Lesotho	16.11.2001			
Luxembourg		27.06.2008 (AS)	53, 54(2)	01.10.2008
Madagascar		10.04.2013 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.08.2013
Malaysia / <i>Malaisie</i>		02.11.2005 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 53, 54(2)	01.03.2006
Malta / <i>Malte</i> ²		01.10.2010 (AS)	39(1)(a), 39(4), 40, 53, 54(2)	01.02.2011

Mexico / <i>Mexique</i>		31.07.2007 (AS)	39(1)(a)-(b), 50, 53, 54(2), 60	01.11.2007
Mongolia / <i>Mongolie</i>		19.10.2006 (AS)	39(1)(a)-(b), 53, 54(2)	01.02.2007
Mozambique		30.01.2012 (AS)	39(1)(a), 40, 54(2)	01.05.2012
Myanmar		03.12.2012 (AS)	39(1)(a), 40, 52, 53, 54(2)	01.04.2013
Netherlands, Kingdom of the / <i>Pays-Bas, Royaume des</i> ³		17.05.2010 (AS)	39(1)(a)-(b), 52, 53, 54(2)	
Caribbean part / <i>partie caraïbe</i>				10.10.2010
Aruba				01.09.2010
Curaçao				10.10.2010
Sint Maarten				10.10.2010
New Zealand / <i>Nouvelle-Zélande</i>		20.07.2010 (AS)	39(1)(a), 52, 53, 54(2), 55	01.11.2010
Nigeria / <i>Nigéria</i>	16.11.2001	16.12.2003 (RT)	39(1)(a)*, 40*, 53*, 54(2)*	01.03.2006
Norway / <i>Norvège</i>		20.12.2010 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 54(2), 55	01.04.2011
Oman		21.03.2005 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.03.2006
Pakistan		22.01.2004 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 40, 52, 53, 54(2)	01.03.2006
Panama	11.09.2002	28.07.2003 (RT)	39(1)(a)-(b), 39(4), 50, 53, 54(2)	01.03.2006
Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>		25.05.2011 (AS)	39(1)(a)-(b), 53, 54(2)	01.09.2011
Rwanda		28.01.2010 (AS)	39(1)(a), 40, 52, 53, 54(2)	01.05.2010
Saudi Arabia / <i>Arabie saoudite</i>	12.03.2003	27.06.2008 (RT)	54(2)	01.10.2008
Senegal / <i>Sénégal</i>	02.04.2002	09.01.2006 (RT)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.05.2006
Seychelles		13.09.2010 (AS)		01.01.2011 ¹
Singapore / <i>Singapour</i>		28.01.2009 (AS)	39(1)(a)-(b), 39(4), 53, 54(2)	01.05.2009
South Africa / <i>Afrique du sud</i>	16.11.2001	18.01.2007 (RT)	39(1)(a)-(b), 40, 54(2)	01.05.2007
Spain / <i>Espagne</i>		28.06.2013 (AS)	52, 54(2)	01.10.2013 ¹
Sudan / <i>Soudan</i>	16.11.2001			
Switzerland / <i>Suisse</i>	16.11.2001 <i>ad referendum</i>			
Syrian Arab Republic / <i>République arabe syrienne</i>		07.08.2007 (AS)		01.12.2007 ¹
Tajikistan / <i>Tadjikistan</i>		31.05.2011 (AS)	54(2)	01.09.2011

Togo		27.01.2010 (AS)	39(1)(a)*, 39(1)(b)*, 40*, 53*, 54(2)*	01.05.2010
Tonga	16.11.2001			
Turkey / <i>Turquie</i>	16.11.2001	23.08.2011 (RT)	39(1)(a)-(b), 40, 50, 54(2)	01.12.2011
Ukraine	09.03.2004	31.07.2012 (RT)	50, 53, 54(2)	01.11.2012
United Arab Emirates / <i>Émirats arabes unis</i>		29.04.2008 (AS)	39(1)(a)-(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.08.2008
United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	16.11.2001 with decl.			
United Republic of Tanzania / <i>République-Unie de Tanzanie</i>	16.11.2001	30.01.2009 (RT)	54(2)	01.05.2009
United States of America / <i>Etats- Unis d'Amérique</i>	09.05.2003	28.10.2004 (RT)	39(1)(a)-(b), 54(2)	01.03.2006
Zimbabwe		13.05.2008 (AS)		01.09.2008 ¹
REGIONAL ECONOMIC INTEGRATION ORGANISATIONS / ORGANISATIONS D'INTEGRATION ECONOMIQUE REGIONALE	SIGNATURE	RATIFICATION (RT) ACCEPT. (AC) APPROVAL / APPROBATION (AP) ACCESSION / ADHESION (AS)	DECLARATIONS	ENTRY INTO FORCE / ENTREE EN VIGUEUR
European Union / <i>Union européenne</i> ²		28.04.2009 (AS)	48(2), 55	01.08.2009

¹ Subject to / *sous réserve de*: Convention Article 49(1)

² This State has provided UNIDROIT with information about its laws and policies in relation to the Convention / *Cet Etat a fourni à UNIDROIT des informations concernant la situation au regard de la législation et des politiques applicables aux matières couvertes par la Convention*

See / *voir* <http://www.unidroit.org/status-2001capetown>

³ The Kingdom of the Netherlands deposited its instrument of accession to the Convention on 20 July 2010 for the Netherlands Antilles (Curaçao, Sint Maarten, Bonaire, Sint Eustatius and Saba) and Aruba (entry into force on 1 September 2010). As from 10 October 2010, following a modification of the internal constitutional relations within the Kingdom of the Netherlands, the reference to the "Netherlands Antilles" is to be replaced by "Curaçao, Sint Maarten and the Caribbean part of the Netherlands (the islands of Bonaire, Saba and Sint Eustatius)" / *Le Royaume des Pays-Bas a déposé son instrument d'adhésion à la Convention le 20 juillet 2010 pour les Antilles néerlandaises et Aruba (entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2010). A compter du 10 octobre 2010, suite à une réforme des relations constitutionnelles au sein du Royaume des Pays-Bas, la référence aux "Antilles néerlandaises" doit être remplacée par "Curaçao, Sint Maarten et la partie caraïbe des Pays-Bas (les îles de Bonaire, Saba et Sint Eustatius)"*

⁴ Regional Economic Integration Organisation / *Organisation régionale d'intégration économique*: Convention Article 48

* Affected by withdrawal and/or subsequent declaration. / *Fait l'objet d'un retrait et/ou d'une déclaration subséquente*

**PROTOCOL TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL INTERESTS IN MOBILE EQUIPMENT
ON MATTERS SPECIFIC TO AIRCRAFT EQUIPMENT**
**PROTOCOLE PORTANT SUR LES QUESTIONS SPECIFIQUES AUX MATERIELS D'EQUIPEMENT
AERONAUTIQUES A LA CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES
PORTANT SUR DES MATERIELS D'EQUIPEMENT MOBILES**

Adoption:		Place: Cape Town / <i>Lieu</i> : Le Cap Date: 16-11-2001		
Entry into force: Entrée en vigueur:		Date: 01.03.2006 (ex Art. XXVIII(1))		
STATE / ETAT	SIGNATURE	RATIFICATION (RT) ACCEPTANCE / ACCEPTATION (AC) APPROVAL / APPROBATION (AP) ACCESSION / ADHESION (AS)	DECLARATIONS	ENTRY INTO FORCE / ENTREE EN VIGUEUR
Afghanistan		25.07.2006 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.11.2006
Albania / <i>Albanie</i>		30.10.2007 (AS)	XIX, XXX(1)	01.02.2008
Angola		30.04.2006 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.08.2006
Bangladesh		15.12.2008 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.04.2009
Bahrain / <i>Bahreïn</i>		27.11.2012(AS)		01.03.2013
Belarus / <i>Bélarus</i>		27.09.2011 (AS)		01.01.2012
Brazil / <i>Brésil</i>		30.11.2011 (AS)	XIX, XXX(1),(2),(3)	01.03.2012
Burundi	16.11.2001			
Cameroon / <i>Cameroun</i>		19.04.2011 (AS)		01.08.2011
Canada	31.03.2004	21.12.2012 (RT)	XXIX *, XXX(1),(2),(3)	
Alberta				01.04.2013
British Columbia / <i>Colombie-Britannique</i>				01.04.2013
Manitoba				01.04.2013
Newfoundland and Labrador / <i>Terre-Neuve-et-Labrador</i>				01.04.2013
Northwest Territories / <i>Territoires du Nord-Ouest</i>				01.04.2013
Nova Scotia / <i>Nouvelle-Écosse</i>				01.04.2013
Nunavut				01.04.2013
Ontario				01.04.2013
Prince Edward Island / <i>Ile-du-Prince-Edouard</i>				01.10.2014
Quebec / <i>Québec</i>				01.04.2013
Saskatchewan				01.04.2013
Yukon				01.10.2014
Cape Verde / <i>Cap-Vert</i>		26.09.2007 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.01.2008
Chile / <i>Chili</i>	16.11.2001			
China / <i>Chine</i>	16.11.2001	03.02.2009 (RT)	XIX, XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.06.2009
Colombia / <i>Colombie</i>		19.02.2007 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.06.2007
Congo	16.11.2001	13.03.2013 (AC)		01.05.2013

Cuba	16.11.2001	28.01.2009 (RT)		01.05.2009
Ethiopia / <i>Ethiopie</i>	16.11.2001	21.11.2003 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.03.2006
Fiji / <i>Fidji</i>		30.05.2012 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.09.2012
France	16.11.2001			
Germany / <i>Allemagne</i>	17.09.2002 with decl.			
Ghana	16.11.2001			
India		31.03.2008 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.07.2008
Indonesia / <i>Indonésie</i>		16.03.2007 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.07.2007
Ireland / <i>Irlande</i>		23.08.2005 (AS)	XXX(1),(2)	01.03.2006
Italy / <i>Italie</i>	06.12.2001			
Jamaica / <i>Jamaïque</i>	16.11.2001			
Jordan / <i>Jordanie</i>	16.11.2001	31.08.2010 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.12.2010
Kazakhstan		01.06.2011 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.10.2011
Kenya	16.11.2001	13.10.2006 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.02.2007
Kuwait / <i>Koweït</i>		31.10.2013 (AS)		01.02.2014
Latvia / <i>Lettonie</i>		08.02.2011 (AS)		01.06.2011
Lesotho	16.11.2001			
Luxembourg		27.06.2008 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.10.2008
Madagascar		10.04.2013 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.08.2013
Malaysia / <i>Malaisie</i>		02.11.2005 (AS)	XXX(1),(2),(3)*	01.03.2006
Malta / <i>Malte</i> ¹		01.10.2010 (AS)	XXX(1)	01.02.2011
Mexico / <i>Mexique</i>		31.07.2007 (AS)	XIX, XXX(1),(3)	01.11.2007
Mongolia / <i>Mongolie</i>		19.10.2006 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.02.2007
Mozambique		18.07.2013 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.11.2013
Myanmar		03.12.2012 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.04.2013
Netherlands, Kingdom of the / <i>Le Royaume des Pays-Bas</i> ²		17.05.2010 (AS)	XXIX, XXX(1),(2)	
Caribbean part / <i>partie caraïbe</i> Aruba Curaçao Sint Maarten				10.10.2010 01.09.2010 10.10.2010 10.10.2010
New Zealand / <i>Nouvelle-Zélande</i>		20.07.2010 (AS)	XXIX, XXX(1),(3),(5)	01.11.2010
Nigeria / <i>Nigéria</i>	16.11.2001	16.12.2003 (RT)	XXX(1)*(2)*(3)*	01.03.2006
Norway / <i>Norvège</i>		20.12.2010 (AS)	XXX(1),(3),(5)	01.04.2011
Oman		21.03.2005 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.03.2006
Pakistan		22.01.2004 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.03.2006
Panama	11.09.2002	28.07.2003 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.03.2006
Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>		25.05.2011 (AS)	XXX(1)*(3)	01.09.2011
Rwanda		28.01.2010 (AS)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.05.2010
Saudi Arabia / <i>Arabie saoudite</i>	12.03.2003	27.06.2008 (RT)		01.10.2008

Senegal / <i>Sénégal</i>	02.04.2002	09.01.2006 (RT)	XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.05.2006
Singapore / <i>Singapour</i>		28.01.2009 (AS)	XXX(1)*,(3)	01.05.2009
South Africa / <i>Afrique du sud</i>	16.11.2001	18.01.2007 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.05.2007
Sudan / <i>Soudan</i>	16.11.2001			
Switzerland / <i>Suisse</i>	16.11.2001 <i>ad referendum</i>			
Tajikistan / <i>Tadjikistan</i>		31.05.2011 (AS)	XXX(1),(3)	01.09.2011
Togo		01.12.2011 (AS)	XXX(1),(2),(3)	01.04.2012
Tonga	16.11.2001			
Turkey / <i>Turquie</i>	16.11.2001	23.08.2011 (RT)	XXX(1),(2),(3)	01.12.2011
Ukraine	03.03.2004	31.07.2012 (RT)	XIX, XXX(1),(3)	01.11.2012
United Arab Emirates / <i>Émirats arabes unis</i>		29.04.2008 (AS)	XIX, XXIX, XXX(1),(2),(3)	01.08.2008
United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	16.11.2001 with decl.			
United Republic of Tanzania / <i>République-Unie de Tanzanie</i>	16.11.2001	30.01.2009 (RT)	XXX(1)*, (2)*, (3)*	01.05.2009
United States of America / <i>Etats-Unis d'Amérique</i>	09.05.2003	28.10.2004 (RT)	XIX, XXX(1)	01.03.2006
REGIONAL ECONOMIC INTEGRATION ORGANISATIONS / ORGANISATIONS D'INTEGRATION ECONOMIQUE REGIONALE	SIGNATURE	RATIFICATION (RT) ACCEPT. (AC) APPROVAL / APPROBATION (AP) ACCESSION / ADHESION (AS)	DECLARATIONS	ENTRY INTO FORCE / ENTREE EN VIGUEUR
European Union / <i>Union européenne</i> ³		28.04.2009 (AS)	XXVII(2), XXX(5)	01.08.2009

¹ This State has provided UNIDROIT with information about its laws and policies in relation to the Aircraft Protocol / *Cet Etat a fourni à UNIDROIT des informations concernant la situation au regard de la législation et des politiques applicables aux matières couvertes par le Protocole aéronautique*

See / voir <http://www.unidroit.org/nationalinfo-2001capetown-aircraft>

² The Kingdom of the Netherlands deposited its instrument of accession to the Aircraft Protocol on 20 July 2010 for the Netherlands Antilles (Curaçao, Sint Maarten, Bonaire, Sint Eustatius and Saba) and Aruba (entry into force on 1 September 2010). As from 10 October 2010, following a modification of the internal constitutional relations within the Kingdom of the Netherlands, the reference to the "Netherlands Antilles" is to be replaced by "Curaçao, Sint Maarten and the Caribbean part of the Netherlands (the islands of Bonaire, Saba and Sint Eustatius)" / *Le Royaume des Pays-Bas a déposé son instrument d'adhésion au Protocole aéronautique le 20 juillet 2010 pour les Antilles néerlandaises et Aruba (entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2010). A compter du 10 octobre 2010, suite à une réforme des relations constitutionnelles au sein du Royaume des Pays-Bas, la référence aux "Antilles néerlandaises" doit être remplacée par "Curaçao, Sint Maarten et la partie caraïbe des Pays-Bas (les îles de Bonaire, Saba et Sint Eustatius)"*

³ Regional Economic Integration Organisation / *Organisation régionale d'intégration économique*: Protocol / *Protocole* Article XXVII

* Affected by withdrawal and/or subsequent declaration. / *Fait l'objet d'un retrait et/ou d'une déclaration subséquente*

ANNEXE 2**Informations fournies par les Etats contractants**

(en anglais seulement)

République d'Indonésie

"The Embassy of the Republic of Indonesia has the honour to transmit the information put forwarded by the Indonesian Authority concerning the implementation of the "the Convention on International Interests in Mobile Equipment" (Cape Town Convention) and the Aircraft Protocol within the jurisdiction of the Republic of Indonesia during the period from 1 January 2012 to 31 December 2013, which can be summarized as follows:

- a. 89 aircraft equipments transactions have been concluded during the year 2012 in the forms of leasing and title reservation agreements between the authorised parties and Indonesia's airlines. These transactions involve 11 scheduled service airlines and 12 non-scheduled ones.
- b. In 2013, the number of transactions is 123 in the form of leasing agreement between the authorised parties and Indonesia's airlines. These transactions involved 9 scheduled service airlines and 7 non-scheduled ones."

Singapour

"The operation of the Convention and Aircraft Protocol has continued smoothly during this period and there is no additional development that we wish to highlight for the report.

We would like to share that the parties who lodge documents to us for acknowledgement are generally familiar with our procedures after we published the Advisory Circular (AC1-5 IDERA/CDCL) in June 2011 to provide guidance on the procedure relating to irrevocable de-registration and export request authorisations (IDERAs) and certified designee confirmation letters (CDCL)."